



Pap Ndiaye plus isolé que jamais

Le ministre de l'Éducation nationale veut avancer sur la mixité dans les établissements sous contrat. Mais beaucoup, au sein de la majorité, lui reprochent de rouvrir une guerre scolaire.

Marcelo Wesfreid

À CHAQUE ministre de l'Éducation nationale son cheval de bataille. Pour Jean-Michel Blanquer c'était la laïcité. Pap Ndiaye, lui, a jeté son dévolu sur la mixité sociale à l'école. Non sans rencontrer des difficultés, y compris dans son propre camp, ce qui oblige le ministre de l'Éducation nationale à avancer plus lentement qu'il ne l'aurait souhaité.

À l'issue d'une réunion à huis clos avec l'ensemble des recteurs, hier matin, l'ancien universitaire a fixé comme objectif « d'accroître la mixité sociale dans les établissements publics en réduisant les différences de recrutement social entre établissements de 20 % d'ici à 2027, rapporte le ministère. C'est la première fois que des objectifs nationaux sont fixés, auparavant il s'agissait d'objectifs locaux ». « Pap Ndiaye c'est l'ambition et le tact. Avec douceur mais exigence, il engage le chantier fondamental de la mixité sociale », se félicite Sacha Houlié. Le président Renaissance de la commission des Lois à l'Assemblée, figure de l'aile gauche de la macronie, est l'une des rares voix à afficher publiquement son soutien au ministre.

Pour l'enseignement privé, rien n'a été acté. Un protocole d'accord doit être signé « dans les prochains jours ». La situation est connue : de plus en plus d'élèves issus de milieux aisés sont scolarisés dans des établissements privés. Sur les 100 collèges les

plus favorisés, 18 seulement relèvent du public. Sauf que faire bouger les lignes est inflammable. Le ministre de l'Éducation nationale aimerait imposer au secrétariat général de l'enseignement catholique des « objectifs chiffrés progressifs », comme il l'a détaillé dans une interview au « Figaro », et davantage de boursiers au sein de ces établissements.

Or, le privé sous contrat n'entend pas chambouler son modèle. « Nous n'accepterons ni quotas, ni rattachement à la carte scolaire, ni affectation obligatoire des élèves », qui risqueraient de « réveiller la guerre scolaire », a d'ores et déjà averti le secrétaire général de l'enseignement catholique, Philippe Delorme, dans un entretien accordé à « Libération ». Une partie de la droite dénonce, de son côté, une politique de nivellement par le bas.

Le plan pour la mixité déjà plusieurs fois repoussé

Dans la macronie, aussi, le sujet passe mal. « Il faut rétablir le niveau de l'école publique, pas s'en prendre à l'école privée qui fonctionne, juge un poids lourd de la majorité. D'autant que Pap Ndiaye a mis ses propres enfants dans un établissement privé, à l'École alsacienne à Paris. C'est intenable. » Et d'ajouter : « D'autres ont essayé avant lui de toucher au privé, cela s'est traduit par un million de personnes dans la rue. Des gens qui, sociologiquement, sont plutôt du genre à voter pour nous... »
Signe d'une méfiance au

sommet de l'État, le plan pour la mixité a été repoussé plusieurs fois depuis l'automne et n'a pas fait l'objet, ce jeudi 11 mai, d'une conférence de presse de présentation, comme cela avait été initialement envisagé. « Ce n'est pas le moment d'ouvrir un nouveau front et de se mettre la droite à dos, à un moment où on cherche des passerelles avec les Républicains au Parlement », résume un stratège macroniste.

Issu de la société civile, refusant « la quête du buzz », comme il aime à le répéter, Pap Ndiaye connaît une entrée en politique semée d'embûches. « On ne peut pas dire que l'école représente notre chantier prioritaire et avoir à la tête du ministère quelqu'un d'aussi peu armé pour tenir son administration, comment voulez-vous que cela marche ? », balance un ministre de premier rang. L'essayiste dispose de peu de relais dans le camp d'Emmanuel Macron et est devenu la tête de Turc d'une partie de l'opposition, qui lui reproche de défendre le courant « wokiste ».

« Il a été nommé là pour calmer les syndicats »

Donné partant au prochain remaniement, l'intéressé fait le dos rond, soucieux de faire mentir les pronostics. « Méfions-nous des gens prétendument en fin de course, note un Marcheur. Le président n'aime pas s'en débarrasser sous la pression. C'est même la meilleure façon de les ressusciter... »
Reste que le ministre est

relégué dans l'ombre lors de chaque déplacement présidentiel en lien avec l'éducation.

Le 20 avril, lors d'un déplacement à Ganges (Hérault), le chef de l'État s'était même approprié les annonces sur les hausses de rémunération dans l'enseignement, elles-mêmes issues des négociations menées par la Rue de Bellechasse. « Pap Ndiaye est sous tutelle depuis son arrivée, son directeur de cabinet a été imposé par Macron. Il a été nommé là pour calmer les syndicats. Il a obtenu pour cet objectif un budget nettement en hausse. Et pourtant, en ce moment, on frise le mécontentement. Quand on regarde, il y a comme un problème... »



Ce n'est pas le moment d'ouvrir un nouveau front et de se mettre la droite à dos

Un stratège de la majorité





Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

LP/ARNAUD DUMONTIER

Certains membres de la majorité reprochent à Pap Ndiaye un manque de sens politique, alors que son plan pour la mixité dans les écoles privées est dénoncé par l'opposition de droite.

